

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 23/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COULOURS ENERGIE 2**

12 rue Martin Luther King  
14280 Saint-Contest

Références : 250325  
Code AIOT : 0003302756

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement COULOURS ENERGIE 2 implanté à COULOURS (89320). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a lieu dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC 2025) de la DREAL BFC.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COULOURS ENERGIE 2
- 89320 COULOURS
- Code AIOT : 0003302756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Coulours 2 (Chemin vert) est constitué de 3 éoliennes de 2.4 MW culminant à 150 m en bout de pales.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
13	Acoustique	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
14	Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 1.2	Sans objet
2	Exploitation - Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Exploitation - Affichage et identification des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Exploitation - Prévention du risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Exploitation - Maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
6	Exploitation - Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Exploitation - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
8	Exploitation - Fonctionnement anormal	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
9	Exploitation - Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
10	Exploitation - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Exploitation - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats lors de la visite qu'une maintenance préventive est réalisée par l'exploitant, que des dispositions sont prévues en cas de fonctionnement anormal (incendie, survitesse, ...), les dispositifs de protection contre la foudre, les installations électriques et les moyens de lutte contre l'incendie ont été contrôlés.

Toutefois, il a également été constaté que :

- les plateformes en gravier en pied de mât ne sont pas finalisées,
- les éclairages extérieurs sont équipés de commandes automatiques,
- les émergences mesurées lors de la dernière campagne de mesure de bruit dépassent les valeurs limites (jusqu'à 1,5 dB(A) de dépassement) ; un nouveau PGA (Plan de Gestion Acoustique) est à mettre en œuvre par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 1.2 de l'AP d'autorisation du 16/12/2021</u></b>  La société "COULOURS ENERGIE 2" [...] est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1, pour les installations détaillées dans les articles 1.3 et 1.4, sous réserve des prescriptions définies par le présent arrêté.</p> <p><b><u>Article 2.2. de l'AM du 26/08/2011</u></b>  I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : [...]  - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;  - le démarrage du chantier de démantèlement d'un aérogénérateur.</p> <p><b>Constats :</b>  La situation administrative du site est à jour. La déclaration OREOL est également à jour. L'exploitant est la société "COULOURS ENERGIE 2" (groupe JPEE).</p>

La maintenance est assurée par NORDEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Exploitation - Limitation des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> L'accès aux 3 éoliennes du parc ainsi qu'au poste de livraison a été contrôlé par l'inspection des installations classées (IIC). Tous les accès sont verrouillés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Exploitation - Affichage et identification des éoliennes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, identification et consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Chaque éolienne est identifiée et la numérotation correspond à la déclaration OREOL. Les panneaux de prescription des consignes de sécurité sont présents, comportent les informations prévues par l'arrêté ministériel et sont en bon état à l'entrée de chaque plateforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Exploitation - Prévention du risque d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

**Constats :**

L'intérieur des 3 éoliennes a été contrôlé par l'IIC au niveau du pied de mât. Elles sont maintenues propres et aucun matériau combustible ou inflammable n'est présent.

Les nacelles n'ont pas pu être contrôlées faute d'accompagnateurs habilités pour l'ascension disponibles le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Exploitation - Maintenance préventive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

**Thème(s) :** Autre, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

Le parc a été mis en service le 21/12/2023.

La maintenance est assurée par NORDEX qui est également le fabricant des machines.

Les brides et fixations ont été contrôlées en mars 2024, en décembre 2024 puis dernièrement en mai 2025. Les rapports correspondants ont été fournis à l'IIC et n'appellent pas d'observation.

Les pales ont été contrôlées en mars 2024, novembre 2024 et dernièrement en avril 2025. Les rapports correspondants ont été fournis à l'IIC. Quelques anomalies font l'objet d'un suivi par NORDEX. Une nouvelle inspection/intervention est prévue à l'automne 2025.

L'exploitant a fourni la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) et les rapports de contrôle de leur bon fonctionnement réalisés entre le 3 décembre 2024 et le 10 janvier 2025 pour les 3 éoliennes. Aucune anomalie sur les SIS.

Les résultats sont consignés dans le registre de maintenance de l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fournira les prochains rapports de contrôle des pales à l'IIC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation - Registre de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre de maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un registre dématérialisé sur le serveur de la société. L'IIC a pu le consulter et vérifier sa tenue à jour et le contenu des informations listées.</p> <p>Les dernières analyses d'huile de la Gearbox révèlent une présence de plomb en excès. Une endoscopie a été réalisée pour vérifier l'absence d'usure et de limaille. L'endoscopie n'a pas révélé de problème d'usure. NORDEX écarte tout danger et juge inutile de vidanger l'ensemble pour l'instant. Un suivi sera fait lors des prochaines vérifications.</p> <p>Les rapports d'analyses évoquées ci-avant ont été transmis par mail à l'IIC suite à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir à l'IIC la liste des huiles utilisées, notamment dans la Gearbox avec les fiches descriptives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation - Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures et consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> </ul>

<p>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un ensemble de "fiches réflexes" pour toutes les situations possibles recensées. Il dispose également d'un Plan de Prévention et de "fiche parc" contenant les informations essentielles du parc. Cette fiche est distribuée à chaque intervenant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Exploitation - Fonctionnement anormal

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Personne désignée</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li> <li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de fiches réflexes pour chaque type de situation (incendie, ...).  La gestion du parc se fait via un monitoring distant sous astreinte permanente.  Le turbinier (NORDEX) assurant la maintenance du parc se trouve à 40 min de route.  Dans les cas extrêmes, l'exploitant indique qu'un appel à l'ACR (Agence de Conduite Régionale) sera passé pour couper et séparer le parc du réseau.</p> <p>Un exercice de simulation de survitesse a été mené par l'exploitant sur le parc de Coulours 2 le 3 juin 2025, le temps de gestion total a été de 10 min.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Exploitation - Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-</p>



connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.
Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
<b>Constats :</b> Les tests de continuité électrique sont réalisés par SOCOTEC une fois par an, le dernier rapport date du 05/03/2025. Le contrôle visuel est effectué lors des opérations de maintenance périodique par NORDEX. Les mesures de continuité LPS (pales) ont été réalisées en novembre 2024 par NORDEX. Les prochaines mesures de continuité seront réalisées courant novembre 2026 par un prestataire extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Exploitation - Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.  Pour satisfaire au 1 <sup>er</sup> alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.  Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'ensemble des rapports de contrôle réalisés par SOCOTEC le 05/03/2025. Les rapports fournis ne font état d'aucune observation sur les installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Exploitation - Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Les extincteurs ont été contrôlés par SOCOTEC le 18/03/2025. Les rapports fournis ne font état d'aucune observation sur les extincteurs. L'IIC a vérifié la présence de l'extincteur et de l'étiquette datée du contrôle en pied de mât pour les 3 éoliennes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Biodiversité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection chiroptères et avifaune

**Prescription contrôlée :**

Les mesures suivantes d'éloignement des chiroptères et des oiseaux nicheurs sont mises en place :

- le sol est maintenu en graviers au pied des éoliennes, au minimum dans un rayon de 8 m autour du centre de la fondation de chaque aérogénérateur,
- les cavités au niveau de la nacelle où des chiroptères pourraient se loger sont rendues inaccessibles,
- le balisage nocturne est réalisé de manière non permanente conformément à la réglementation aéronautique en vigueur,
- aucun éclairage n'est autorisé à l'exception du balisage aéronautique réglementaire et d'un projecteur manuel au pied des éoliennes destiné à la sécurité des techniciens lors de leurs interventions nocturnes.

Afin de limiter l'impact du projet sur les chiroptères, un plan de bridage asservi est mis en place sur tous les aérogénérateurs : les pales doivent être mises 7 en drapeau lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 m/s, du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, toute la nuit.

Les justificatifs relatifs à la programmation et au fonctionnement effectif du bridage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Compte-tenu des enjeux de l'installation, le suivi environnemental mentionné à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé est réalisé annuellement au cours des trois premières années de fonctionnement du parc éolien, puis selon une périodicité de 3 ans, afin d'évaluer....

Un suivi spécifique de l'avifaune migratrice doit être effectué les deux premières années. Ce suivi doit couvrir les périodes de passage de migration pré-nuptiale et post-nuptiale dont les périodes d'inventaire doivent être définies suite à l'analyse préalable des enjeux écologiques. La fréquence des observations doit être au moins décadaire et les passages doivent être ajustés sur les conditions climatiques les plus favorables.....

**Constats :**

L'entretien des plateformes a été réalisé en mars et en mai 2025, le prochain passage est prévu en fin d'été. Il est prévu 3 passages par an a minima.

L'IIC a constaté que les plateformes d'accès et de grutage étaient entretenues mais les pieds de mâts n'ont pas été correctement finalisés depuis la construction du parc. La distance de 8 m en gravier autour des mâts n'est pas respectée.

L'éclairage extérieur est doté d'un détecteur de présence alors qu'il ne doit être associé qu'à une commande manuelle. Un éclairage est mal orienté et éclaire le mât au lieu d'éclairer le sol (CV3).

L'exploitant doit donc :

- finaliser les plateformes des pieds de mât en s'assurant de respecter au moins les 8 m en gravier,
- supprimer les détecteurs automatiques présents sur les éclairages extérieurs pour ne maintenir que les commandes manuelles,
- veiller à ce que les éclairages soient bien orientés pour n'éclairer que les accès.

L'exploitant fournira les justificatifs de ses actions correctives à l'IIC (factures, photos,...).

Un suivi environnemental a été réalisé en 2024 par le bureau d'étude Envol Environnement. L'étude conclut à un impact non significatif du parc éolien et à une proposition d'adaptation du bridage en faveur des chiroptères qui a été déposée à la préfecture de l'Yonne en juin 2025. Ce porter à connaissance est actuellement en instruction par l'IIC. Un nouveau suivi est en cours en 2025 avec le même bureau d'études.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 13 : Acoustique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acoustique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la programmation et au fonctionnement effectif du plan de bridage acoustique.

Un contrôle des niveaux sonores est réalisé dans un délai maximum d'un an après la mise en service des éoliennes, au droit des points de contrôles identifiés dans l'étude acoustique.

Les contrôles suivants ont lieu au minimum tous les 3 ans.

La problématique des tonalités marquées doit être prise en compte lors de ces contrôles.

Le premier contrôle est réalisé par un bureau d'étude différent de celui qui a réalisé l'étude acoustique jointe au dossier de demande d'autorisation. Il doit intégrer une période suffisamment significative de vent fort au niveau des habitations (>7 m/s) dans les directions de vent portant vers les habitations.

À partir du deuxième contrôle, le bruit résiduel n'est plus mesuré, sauf demande particulière de l'Inspection des installations classées et les émergences sonores sont calculées sur la base de la mesure de bruit résiduel du premier contrôle.

La localisation des points de mesure peut être modifiée après accord de l'Inspection des installations classées et sur justification de l'exploitant.

**Constats :**

La mise en service du parc a été réalisée le 21/12/2023.

Le contrôle des niveaux sonores a été réalisé en mars 2025 par la société SIXENSE. Celui-ci a donc été réalisé avec 3 mois de retard.

Le rapport daté du 14/05/2025 indique qu'aucun dépassement n'est constaté en période diurne pour les 2 secteurs de vent et l'ensemble des ZER (Zones à Emergence Réglementée).

Des dépassements des seuils réglementaires sont observés en période nocturne :

- par vent de direction sud-ouest [135° ; 315°] à 6 m/s au point PF2 – La Commanderie :

<ul style="list-style-type: none"> <li>+0.5dB</li> <li>• par vent de direction sud-ouest [135° ; 315°[ à 5 m/s au point PF3 – Ferme Le Chaudron : +1.5dB</li> <li>• par vent de direction sud-ouest [135° ; 315°[ à 6 m/s au point PF3 – Ferme Le Chaudron : +0.5dB</li> <li>• par vent de direction nord-est [315° ; 135°[ à 5 m/s au point PF3 – Ferme Le Chaudron : +0.5dB</li> </ul> <p>Le PGA (Plan de Gestion Acoustique) du parc doit être renforcé. Un bon de commande daté du 02/06/2025 a été validé par l'exploitant pour la réalisation du nouveau PGA.</p> <p>L'exploitant fournira le nouveau PGA à l'IIC dès que possible. De nouvelles analyses devront être réalisées afin de vérifier si le nouveau PGA permet de résorber les dépassements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Actions correctives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions correctives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 2.8 et de celles décrites dans la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, les analyse et les interprète.</p> <p>Il prend les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'autosurveillance, l'exploitant prend toute mesure pour rendre son installation conforme, précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'Inspection des installations classées. Après mise en œuvre des actions précitées, il réalise un nouveau contrôle pour confirmer la conformité de son installation. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'établissement du nouveau PGA par SIXENSE, NORDEX se chargera de reprogrammer celui-ci dans l'automate de gestion des machines.</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures sera menée pour vérifier l'efficacité de l'action corrective.</p> <p>L'exploitant informera l'IIC de la réalisation effective de cette reprogrammation et fournira les résultats de nouvelles mesures dès leur réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois